



Hommage à Jean MAGNIADAS

Allocution prononcée de Philippe MARTINEZ,

Au Père Lachaise, le 24 mars 2021

Chère Sylvie, sa fille

Chère Mamida, sa petite fille

Chères et Chers Camarades,

La seule évocation de Jean Magniadas suscite chez les militants de la CGT, qui ont eu le plaisir et l'honneur de le côtoyer, un sentiment mêlant l'admiration et le respect pour ce travailleur infatigable toujours en recherche de la perfection dans ce qu'il étudiait. Cet acharnement au travail, cette volonté inébranlable de servir la CGT, et avec elle tous les salariés, lui vient probablement de son adolescence où il va construire ce parcours de vie atypique qu'il n'est pas aisé de décrire tant il est riche et exemplaire.

C'est en effet très jeune que Jean a connu les affres de la guerre, l'occupation nazie et ses ignominies. Dans cette période bien sombre le père de Jean perd son emploi car son employeur identifié comme juif doit s'exiler au Canada. Les parents de Jean ont été alors confrontés à la misère et au chômage. Jean doit abandonner l'école et entre comme « grouillot » selon ses propres termes, à la succursale parisienne de la compagnie d'assurance Rhin et Moselle. C'est certainement cette époque, où il est confronté aux horreurs du nazisme et à tant d'injustices, qui a nourri sa ferveur, ses convictions, qui ont fait de lui un combattant pour des idéaux quand d'autres auraient baissés les bras. En travailleur persévérant, il suit de 1943 à 1946 des cours du soir à l'Ecole Polytechnique d'Assurance et sort major au diplôme de sortie, ce qui lui permet de gravir les échelons dans la compagnie qui l'emploie. Il écrit alors « les militants du syndicat sont sympathiques, et c'est avec les souffrances de la guerre, les persécutions antisémites, et les réactions de ma famille contre l'occupation allemande que se forment les bases de mon engagement, d'abord syndical puis politique ».

Après la libération, Jean reconstitue la section syndicale CGT à Rhin et Moselle, il assure la liaison avec la chambre syndicale des employés de la région parisienne, et il se voit rapidement confier des responsabilités pour la jeunesse des employés de cette région.

André Tollet le repère très vite et il devient un militant actif au bureau national des jeunes syndiqués en 1948. Professionnellement son ascension se poursuit mais la maladie due aux privations et à la malnutrition durant la période d'occupation le

rattrape et il doit être soigné en sanatorium. A son retour, il est dégradé, nous sommes entrés dans la guerre froide et les militants CGT sont devenus des personnes à exclure des postes de direction.

Tout en restant en responsabilité dans son syndicat, Jean est alors élu membre du bureau de la fédération des employés en 1950 et intègre son secrétariat au congrès de 1954. Il cumule alors plusieurs fonctions au sein du syndicat mais aussi comme élu du personnel et diffuseur de la Vie Ouvrière contribuant ainsi à une progression impressionnante de la CGT qui obtient 65% dans une entreprise historiquement acquise à la CFTC. Il côtoie alors des dirigeants de la CGT et notamment Marc Piolot dirigeant du Centre Confédéral d'Education Ouvrière avec qui il lia de profonds liens d'amitié. C'est dans ce cadre qu'il participe à l'expérience des Instituts du travail avec de nombreux universitaires.

En 1964 ses soucis de santé s'accroissent, il lui est conseillé de réduire son activité trop intense et, alors qu'il envisage un retour à l'entreprise, Benoît Frachon le rattrape et lui propose de prendre la responsabilité de secrétaire à plein temps du Centre d'Etude Economique de la CGT. « Peut-on opposer un refus à Benoît Frachon ? » nous dira-t-il.

C'est en 1968 qu'il deviendra Directeur du Centre et il collabore étroitement à la délégation CGT lors des négociations de Grenelle et sera mandaté par la CGT pour se confronter au CNPF et au Secrétaire d'Etat à l'Emploi, un certain Jacques Chirac.

A cette même époque, Jean entre au Conseil Economique et Social siégeant à la section des problèmes économiques et à la conjoncture ainsi qu'à la section de l'expansion économique extérieure et enfin à la commission du plan.

Il fut également membre du comité à moyen terme sur l'emploi, membre en 1971 de la commission de l'emploi et de la commission extérieure du plan. En 1979, Jean est élu membre et secrétaire du bureau du CES au nom de la CGT.

Il est difficile d'énumérer l'ensemble des instances officielles dans lesquelles Jean a siégé comme représentant la CGT et y faisant entendre ses propositions. Ce sera le cas au Plan, à l'INSEE, à la Commission supérieure des Conventions Collectives en charge de proposer le taux du SMIC. Ce fut également le cas au Haut Comité de la Population, puis au Conseil Scientifique de l'Institut National d'Etudes Démographiques dont il fut longtemps membre du Conseil d'Administration.

En 1972, sur proposition de Georges Séguéy il est élu à la CE Confédérale et il y siègera jusqu'en 1989. Il est un acteur important de cette instance, il alimente avec force de conviction les débats. Il a cet atout peu commun de savoir lier la théorie au réel, et ses interventions sont attendues et écoutées avec attention. Il impose le respect car il est de ces militants qui savent avec pédagogie décrypter les enjeux économiques et les traduire en actions concrètes. Il est de tous les collectifs de préparation des documents de congrès confédéraux mais aime aussi aller débattre avec les militants dans les organisations de la CGT qu'il suit comme le Pas de Calais, le Loiret ou l'Indre et Loire.

En 1980, il fut l'un des fondateurs de l'ISERES (Institut Syndical d'Etude et de REcherche Sociale) créée par la CGT, ses recherches portent sur les effets du chômage sur la santé des travailleurs.

En 1982, après avoir soutenu à l'Université de Grenoble sa thèse sur « les déterminants structurels des salaires depuis 1938 », Jean est nommé au titre de Docteur en Sciences Economiques. A la même époque Pierre Mauroy crée l'IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales), la négociation n'est pas aisée, Jean y représente bien sûr la CGT. Les débuts de cet Institut ne sont pas faciles, certains n'y donnent pas longtemps à vivre, et si l'IRES a aujourd'hui gagné une assise et une place reconnue c'est bien grâce au travail et à l'engagement de militants comme Jean qui en fut administrateur, puis Vice-Président et enfin Président, au cours de son dernier mandat.

C'est à ce titre que Jean fut élevé au grade d'Officier de la Légion d'Honneur le 16 novembre 1999, après avoir été promu Chevalier en décembre 1982. Les insignes d'Officier lui ont été remis par Georges Séguy. Ce dernier a entamé son allocution en disant « te remettre ces insignes est à la fois facile et compliqué. Facile car tu es tellement connu qu'il n'y a guère de révélations à faire à ton sujet, compliqué au regard des innombrables responsabilités que tu as assumées au cours d'un demi-siècle d'intense vie militante extrêmement diversifiée ». Cette haute distinction montre la reconnaissance et le respect qu'il avait gagné y compris chez ses adversaires tant dans le champ syndical que sur le plan politique.

Pour renforcer les propos de Georges Séguy, nous devons ajouter que Jean a participé à de nombreux travaux au niveau international, dans les délégations confédérales à l'étranger, lors de conférences internationales traitant d'économie ainsi que comme conseiller technique à plusieurs conférences internationales du travail à l'OIT.

Lorsque la CGT décide de créer en 1982 un Institut d'Histoire Sociale fondé par Georges Séguy, c'est de façon naturelle que ce dernier fait appel à Jean pour intégrer le bureau de cette association. Jean était Vice-Président de notre Institut. Il a apporté en son sein sa passion pour l'histoire du mouvement ouvrier, sa culture, son immense expérience, sa rigueur et sa talentueuse écriture. Il a étudié particulièrement l'histoire du patronat, il y consacre des ouvrages tels « le syndicalisme de classes » en 1987 et « le patronat » en 1991 et ces derniers temps encore il écrivait sur le sujet. Il aimait rappeler aux membres de l'IHS qu'il faut bien connaître son adversaire pour l'affronter efficacement.

Jean aimait discuter, confronter les idées, aller au fond des sujets. Les journées faisaient avec lui plus de 24 heures disent les camarades qui ont milité aux côtés de cet insatiable débateur. « Ses convictions étaient forgées à l'expérience de l'histoire et de la vie, à ses lectures abondantes, à ses contacts, à ses amitiés et aussi à ses inimitiés » a écrit Gérard Alezard pour décrire cette personnalité hors du commun à qui nous rendons hommage aujourd'hui.

Jean nous laisse de si nombreux textes qui font aujourd'hui référence et nourrissent les nouvelles générations de militants. Il a contribué au livre « Histoire de la CGT » publié à l'occasion des 120 ans de notre organisation. Avec René Mouriaux et André Narritsen, il a co-écrit « une anthologie du syndicalisme français 1791 – 1968 ». Il a rédigé tant d'articles dans le Peuple, mais aussi dans de nombreuses revues traitant d'économie dont la série d'études publiée par la CGT « Etudes et documents économiques ». Il collabora à de nombreuses enquêtes sociologiques sur le mouvement ouvrier.

Jean nous quitte. Nous sommes d'autant plus attristés que sa disparition survient dans un contexte où les contraintes sanitaires empêchent de très nombreux camarades d'accompagner Jean dans son dernier voyage. Les messages affluent de toutes parts, du monde universitaire comme de l'univers syndical. Cette reconnaissance est le signe concret de la complémentarité de son action militante et de la dimension de son œuvre.

Adieu Jean, tu nous quittes mais ce que tu nous offres en héritage constitue un patrimoine culturel et idéologique si précieux que tu entres aujourd'hui de manière définitive dans l'histoire de cette CGT que tu as servie avec abnégation et courage tout au long de ta vie.